

Subventions : ces associations extrêmes que vous financez malgré vous

Chaque année votre argent de contribuable sert à financer des associations hautement politisées. La liste risque de vous énerver...

Par Bill Wirtz.

Une partie importante de la population européenne serait très réticente à donner à des causes antithétiques à leurs croyances. Cela a poussé de nombreux acteurs non-gouvernementaux à paraître relativement neutres aux yeux du public. L'Union Européenne, cependant, soutient financièrement des organisations qui font activement du lobbying à Bruxelles.

Afin d'illustrer ce point, examinons quelques exemples d'ONG hautement politiques qui bénéficient de subventions de l'UE.

Transnational Institute

Le **Transnational Institute** a sûrement le nom le plus obscur. Le président de cette organisation est [Susan George](#), auteur du livre *Comment gagner la guerre de classe* et contributeur régulier au *New Internationalist*. Ce think tank installé aux Pays-Bas n'essaie pas de faire un grand secret du fait qu'il s'agit d'un groupe d'activistes de gauche. Leur chaîne Youtube comprend des vidéos qui visent à «[réclamer les services publics](#)» et qui qualifient la privatisation comme un échec. Parlant assez ouvertement du conflit entre Israël et la Palestine, [le TNI propose également des interviews de Ken Loach](#), qui donne beaucoup d'argent au mouvement BDS et qui, [selon le New York Times](#), semble ouvert à l'idée d'être sceptique envers l'existence de la shoah.

Convaincu par la plateforme du Transnational Institute ou pas, vous les financez généreusement par [le chèque de l'Union Européenne](#) de 1,2 million d'euros.

FinanceWatch

Financewatch se déclarant un groupe de lobby anti-finance, il préconise une régulation financière à grande échelle, qui devrait décimer la London-City. [Leurs articles de blog](#) ont des lignes qui sonnent comme si vous les aviez extraites d'un discours de Jean-Luc Mélenchon: «En d'autres termes, l'élite mondiale ne se contente pas de tromper le système financier international: le système financier international d'aujourd'hui, y compris le système de l'imposition, a été construit pour servir leurs intérêts. [...] Notre système économique et financier devrait fonctionner pour les gens, pas pour les individus les plus riches du 0,1%. »

L'organisation elle-même [compte 70 organisations membres](#), parmi lesquelles vous trouverez Attac, la [CGT](#), la Fédération syndicale européenne, la Fondation Rosa Luxemburg ou bien Friend of the Earth dont nous parlerons plus bas. La prophétie de soutien auto-réalisatrice a cependant un [coût](#) : 730 000 € de votre argent à travers l'Union européenne.

Oxfam

Oxfam ne ressemble certainement pas à l'ONG la plus politisée, mais surtout en matière de fiscalité, les vraies couleurs ont tendance à se manifester. Oxfam s'est ingérée dans le processus d'établissement de la nouvelle liste noire des paradis fiscaux des ministres européens des Finances, [exigeant](#) que de nombreux pays y soient inclus, y compris les membres de l'UE qui respectent déjà les

critères de l'UE. Selon l'ONG britannique, les pays sont dans une course vers le bas sur la fiscalité des entreprises, ce qui alimente l'inégalité (ignorant par là toutes les études sérieuses), tout en préconisant des charges fiscales plus lourdes pour les entreprises.

En tout état de cause, les conférences sur les inégalités coûtent très cher : l'UE [finance](#) plus de 67 millions d'euros et les Nations Unies 63,5 millions d'euros. Cela donne certainement un goût différent au chocolat d'Oxfam.

Women in Europe for a Common Future

Women in Europe for a Common Future (Les femmes en Europe pour un avenir commun) sont, [selon elles](#), «une organisation non gouvernementale à but non lucratif, coordonnée depuis les Pays-Bas, l'Allemagne et la France». Cette organisation pour l'émancipation des femmes ne se concentre pas uniquement sur les problèmes des femmes, car elle [fait aussi campagne](#) sur les chauffe-eaux solaires, les toilettes sèches détournant l'urine, les jouets sécuritaires et l'amiante.

Le mélange confus d'activités a un coût, car les femmes en Europe pour un avenir commun reçoivent 1,7 million d'euros de subventions gouvernementales. Fait plus intéressant, [leur rapport financier](#) ne précise pas le montant de chaque commanditaire, mais on peut voir que 97 pour cents de leur financement annuel provient de subventions publiques.

Friends of the Earth

Friends of the Earth Europe est une ONG écologiste, créée dans les années 1960 en opposition à l'énergie nucléaire. Aujourd'hui, elle milite activement contre le [libre-échange](#), des produits comme le glyphosate ou les OGM. La section « Déréglementation » de leur site internet débute littéralement en disant: « L'UE a une longue histoire de déréglementation favorable aux grandes entreprises ». Il serait intéressant de savoir dans quelle Union européenne ils ont vécu ces dernières années... L'organisation est également très transparente sur sa vision pour les dépenses de millions d'euros de fonds européens : « Destinée à influencer le débat sur l'orientation future de l'Europe, cette vision alternative est approuvée par des organisations représentant une multitude de questions d'intérêt public, notamment les droits du travail, la culture, le développement, l'environnement, la santé, les droits des femmes, les jeunes et les groupes de lutte contre la discrimination.» Mais quelle façon élaborée de dire «financez nous!».

Si vous n'êtes pas d'accord avec le travail de Friends of the Earth, vous seriez déçus d'apprendre que l'Union européenne a dépensé plus de 2,3 millions d'euros pour les financer, ce qui représente 51% de ses revenus totaux en 2016 (10% supplémentaires provenant de gouvernements nationaux).

Que faire ?

Il va de soi que si l'UE ne fait que financer des ONG pour vendre la perception que son processus démocratique est inclusif, alors elle ne répond manifestement pas aux exigences des idéaux démocratiques européens.

Les ONG sont un moyen légitime pour les électeurs d'être des citoyens engagés dans le débat entre les politiciens et la société civile. Ils ne devraient cependant se faire concurrence pour trouver les meilleures idées et ne pas être le meilleur moyen d'obtenir des subventions.

Le lobbying financé par l'UE est antidémocratique, coûteux et n'a pas sa place dans le système européen actuel.